Etats-Unis : les prisonniers en grève

Partage international n° 362 – Octobre 2018

En avril 2018, une émeute meurtrière s'est produite dans une prison de Caroline du Sud et les responsables de la prison ont laissés les détenus blessés sans soins pendant plusieurs heures. Suite à cet événement, une grève nationale de trois semaines (durant les mois d'août et de septembre 2018) a été lancée dans les prisons des Etats-Unis. Jailhouse Lawyers Speaks, un groupe de détenus qui fournit une assistance juridique aux autres détenus, en était l'un des principaux organisateurs.

Ils ont expliqué : *« Sept camarades ont perdu la vie au cours d'un soulèvement insensé qui aurait pu être évité si la prison n'avait pas été surpeuplée. La cause en est le manque de respect pour la vie humaine ancré dans l'idéologie pénale de notre pays. Ces hommes et ces femmes exigent des conditions de vie plus humaines, l'accès à la réhabilitation, la réforme des peines et la fin de l'esclavage moderne. »*

Les Etats-Unis comptent environ 5 % de la population mondiale, mais 25 % des prisonniers dans le monde. Environ 2,3 millions de personnes aux Etats-Unis sont derrière les barreaux dans les prisons fédérales et d'Etat.

Dans un article intitulé *Les esclaves se rebellent,* le journaliste américain Chris Hedges écrit que les prisonniers en grève *« refusent d'accomplir le travail carcéral, mènent des grèves de la faim et boycottent les travaux rémunérés dans le but d'abolir le dernier bastion de l'esclavage légalisé en Amérique. […] Aucune prison ne peut fonctionner sans le travail forcé accompli par un grand nombre des 2,3 millions de prisonniers du pays. Presque tous les détenus effectuent des travaux dans les prisons, comme la lessive, l'entretien, le nettoyage et la préparation des repas. Certains prisonniers ne gagnent qu'un dollar pour une journée complète de travail ; dans des Etats comme l'Alabama, l'Arkansas, la Géorgie, la Caroline du Sud et le Texas, ce chiffre tombe à zéro. »*

L'esclavage dans le système carcéral américain est expressément autorisé par le 13e amendement de la Constitution américaine, qui a été adopté à la fin de la guerre civile et qui peut se résumer comme suit : *« Ni l'esclavage ni la servitude involontaire, sauf pour punir un crime qui aura été dûment condamné, n'existeront aux Etats-Unis. »*

C. Hedges décrit en détail comment les sociétés privées tirent des milliards de profits du système carcéral, en exploitant la main-d'œuvre pénitentiaire gratuite ou peu coûteuse, tout en distribuant des millions aux politiciens pour accroître encore leurs profits et leur influence.

« Certaines des plus grandes entreprises du pays sont entrées dans les prisons pour profiter de cette main-d'œuvre servile, explique C. Hedges. *Il s'agit notamment des Laboratoires Abbott, AT&T, AutoZone, Bank of America, Bayer, Berkshire Hathaway, Cargill, Caterpillar, Chevron, l'ancien groupe Chrysler, Costco Wholesale, John Deere, Eddie Bauer, Eli Lilly, ExxonMobil, Fruit of the Loom, GEICO, GlaxoSmithKline, Glaxo Wellcome et Hoffmann-La Roche, International Paper, JanSport, Johnson & Johnson, Kmart, Koch Industries, Mary Kay, McDonald's, Merck, Microsoft, Motorola, Nintendo, Pfizer, Procter & Gamble, Quaker Oats, Sarah Lee, Sears, Shell, Sprint, Starbucks, State Farm Insurance, United Airlines, UPS, Verizon, Victoria's Secret, Walmart et Wendy's. »*

Bien qu'il soit difficile de déterminer avec précision le nombre de détenus qui ont pris part au mouvement de contestation, il y aurait eu des grèves dans 14 Etats. Les groupes de défense des droits des détenus ont déclaré qu'il était presque certain que les détenus qui y participaient seraient punis par les autorités pénitentiaires – que ce soit en plaçant les grévistes à l'isolement ou en limitant leur liberté de mouvement, leurs privilèges téléphoniques et leur accès aux programmes éducatifs déjà limités. Mais ils espèrent qu'à travers la couverture médiatique de la grève et une prise de conscience accrue des conditions de détention dans les prisons américaines, la pression publique en faveur du changement commencerait à faire une différence dans la vie des personnes qui souffrent derrière les barreaux.

Les revendications des prisonniers concernent notamment :

– L'amélioration immédiate des conditions de détention avec des politiques pénitentiaires qui reconnaissent l'humanité des hommes et des femmes emprisonnés.

– La fin immédiate de l'esclavage en prison. Toutes les personnes emprisonnées dans tout lieu de détention relevant de la juridiction des Etats-Unis doivent recevoir le salaire en vigueur dans leur Etat ou territoire pour leur travail.

– La « Loi sur la vérité des peines » et la « Loi sur la réforme des peines » doivent être abrogées afin que les personnes emprisonnées puissent bénéficier d'une réadaptation et d'une libération conditionnelle. Aucun homme ne peut être condamné à mort par incarcération ou purger une peine sans possibilité de libération conditionnelle.

– La fin immédiate de l'aggravation de l'accusation et des peines pour raison raciale, et du refus de libération conditionnelle des hommes de couleur. Les Noirs ne doivent plus se voir refuser la libération conditionnelle parce que la victime du crime était blanche, ce qui constitue un problème particulier dans les Etats du Sud.

– Le droit de vote de tous les condamnés, des personnes en détention provisoire et des « ex-criminels » doit être pris en compte. Les détenus doivent pouvoir être représentés. Toutes les voix comptent !

Etats-Unis
Sources : truthdig.com ; kalw.org
Thématiques : Société
Rubrique : La voix des peuples